

## Chocs/contre choc pétroliers et investissements étrangers au Nigéria

## Oil Price Shocks /Return-Shocks and Foreign Investments in Nigeria

Suzanne Quiers-Valette

Volume 21, numéro 3, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702702ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702702ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Quiers-Valette, S. (1990). Chocs/contre choc pétroliers et investissements étrangers au Nigéria. *Études internationales*, 21(3), 525–544.  
<https://doi.org/10.7202/702702ar>

Résumé de l'article

The problems linked to oil profits have been the subject of numerous studies. Few of these studies, however, have dealt with the specific problem of the impact of oil price shocks and return shocks on foreign investments in revenue-generating countries. This paper seeks to analyze the case of Nigeria which has been and still is a key country for the international oligopolies, thanks to the sheer size of its market and its oil wealth. In the face of Africa's current decline Nigeria is, with South Africa, a potential keystone state that could in time bind together other states into a regional bloc with good prospects for growth. This possible unifying role, however, seems to depend on foreign investment picking up. It is therefore essential to understand better the extent to which foreign investment was spurred from 1973 onwards by the oil boom and what the consequences were of the crisis that began in 1982.

# Chocs/contre choc pétroliers et investissements étrangers au Nigéria<sup>1</sup>

Suzanne QUIERS-VALETTE \*

## ABSTRACT – Oil Price Shocks / Return-Shocks and Foreign Investments in Nigeria

*The problems linked to oil profits have been the subject of numerous studies. Few of these studies, however, have dealt with the specific problem of the impact of oil price shocks and return shocks on foreign investments in revenue-generating countries. This paper seeks to analyze the case of Nigeria which has been and still is a key country for the international oligopolies, thanks to the sheer size of its market and its oil wealth. In the face of Africa's current decline Nigeria is, with South Africa, a potential keystone state that could in time bind together other states into a regional bloc with good prospects for growth. This possible unifying role, however, seems to depend on foreign investment picking up. It is therefore essential to understand better the extent to which foreign investment was spurred from 1973 onwards by the oil boom and what the consequences were of the crisis that began in 1982.*

Les problèmes liés à la rente pétrolière ont fait l'objet d'une littérature abondante et variée allant des recherches empiriques aux tentatives de modélisation (modèles de Dutch Disease notamment). Peu d'entre elles cependant ont traité spécifiquement du problème de l'impact des évolutions de la rente sur les investissements étrangers dans les pays rentiers. Le cas des pays pétroliers du golfe de Guinée illustre particulièrement bien cette lacune.

Celle-ci est due, selon nous, à trois raisons : l'information disponible sur les stratégies des firmes multinationales est relativement peu détaillée et les difficultés d'accès à l'information non publiée découragent les recherches ; l'investissement étranger dans les pays du Tiers Monde est une opération controversée : les débats idéologiques sur la question ont perdu en actualité et virulence, mais l'accord n'est toujours pas fait sur le rôle joué par les investissements étrangers dans le développement ; les oligopoles internationaux connaissent depuis une décennie un double mouvement de décomposition /recomposition,<sup>2</sup> caractérisé, entre autres par des « accords » entre firmes. Les implications théoriques<sup>3</sup> de ceux-ci et leurs éventuelles conséquences pratiques à terme (en

\* Directeur de recherche au CNRS (CERED), Paris.

1. Cet article est extrait d'un rapport sur le même sujet ; LAREA-CERED, novembre 1988, Ronéo, 130 p. L'ensemble fait partie d'une recherche collective dirigée par Ph. HUGON : « Stratégies de passage de crise des pays africains du Golfe de Guinée », Cahiers du CERED, 1989
2. M. DELAPIERRE et L. MYTELKA : « Décomposition, recombinaison des oligopoles », Cahiers de l'ISMEA : Economie et Sociétés, n° 11-12, 1988.
3. M. DELAPIERRE et C. A. MICHALET : « Vers un changement des structures des multinationales : le principe d'internalisation en question », Revue d'Economie Industrielle, n° 47, 1989.

particulier sur les stratégies de localisation géographique des investissements) sont loin d'être élucidées.

Il peut donc paraître hasardeux, en cette période d'instabilité et d'incertitude, de s'attacher, comme c'est le cas ici, à évaluer l'impact des chocs et contre choc pétroliers sur cette grandeur étroitement circonscrite qu'est l'investissement étranger, dans un pays comme le Nigéria. L'entreprise mérite, selon nous, d'être tentée ou au moins amorcée, fût-ce au prix d'une certaine limitation de l'analyse. En effet, face à l'actuelle dérive du continent africain et aux multiples problèmes qu'elle pose, deux questions peuvent être posées : un début de solution peut-il être trouvé par une intégration régionale s'organisant autour de deux pôles potentiellement fédérateurs, l'Afrique du Sud et le Nigéria ? Cette intégration est-elle concevable sans une reprise des investissements étrangers en Afrique, en particulier dans ces deux pays ? *A priori*, et à titre d'hypothèses, nous répondrions par l'affirmative à la première de ces questions et par la négative à la seconde.

Précisons que le Nigéria a été et reste un pays clé pour les oligopoles internationaux. Il le doit à l'étendue de son marché et à ses ressources pétrolières mises en valeur dans les années 60. Il le doit aussi à ses gouvernements successifs. En dépit de quelques coups de frein,<sup>4</sup> le Nigéria demeure une économie ouverte aux investissements étrangers.

En Afrique,<sup>5</sup> il est le principal pays hôte des investissements étrangers.<sup>6</sup> Ceux-ci représentent une part relativement élevée de la FBCF (Tableau I), supérieure en tous cas à la moyenne de 3 % observée en général pour les PED.<sup>7</sup>

Sur la scène mondiale, il est certes loin d'exercer la même attraction que le Brésil, le Mexique, l'Indonésie (Tableau II) et les pays du Sud-Est Asiatique, mais il soutient la comparaison avec l'Inde et distance le Pérou et le Vénézuéla.

En dépit de ces atouts, le Nigéria n'est pas encore un Nouveau Pays Industrialisé (NPI), doté d'un tissu industriel animé d'effets d'entraînement endogènes. Ce qui prouverait, s'il en était besoin, que le montant de l'investissement étranger n'est pas le meilleur indicateur du degré de développement d'un

4. En particulier les 2 décrets de nigérianisation de 1972 et 1977. Ils ne semblent pas avoir considérablement gêné le capital étranger (Th. J. BIERSTEKER 1955, T. FORREST 1982). Ils ont, bien entendu, modifié la structure du capital des firmes. Mais les chocs et contre choc pétroliers ont eu, par comparaison, un impact plus important : la baisse des IE observée après le décret de 1972 est plus faible que celle provoquée par la chute des prix du pétrole en 1982. L'annonce du décret de 1977 est en partie responsable de la baisse observée en 1976, mais elle est aussitôt enrayée par la persistance de l'effet stimulant du premier boom de 1973-74.

5. Afrique du Sud exclue. Cette restriction s'applique à l'ensemble de cet article.

6. Le phénomène est grossièrement mesurable en termes de « nombre de filiales ». En 1962-1963, on a : Nigéria : 209 filiales contre : Kenya (100), Maroc (98), Zimbabwe (92), Côte d'Ivoire (87), Zambie (66), Gabon (64), Cameroun (64), Namibie (62). Source : J. CANTWELL, 1987, *The Role of Foreign Direct Investment in Development in Africa*, Ronéo, University of Reading.

7. Ph. HUGON, B. MADEUF, « L'écume des flux », in J. De BANDT et Ph. HUGON, *Les Tiers Nations en mal d'industrie*, Paris, CERNEA/ECONOMICA, 1988.

pays. En revanche, il est un des signes de ses potentialités. Celles du Nigéria sont importantes et, tout autant que les richesses existantes, elles attirent et retiennent les investisseurs étrangers.

Les chocs pétroliers des années 70 ont renforcé cet attrait. Le contre choc de 1982 l'a affaibli mais non supprimé. L'objet de cet article est d'évaluer et d'analyser les impacts de ces deux événements sur l'évolution des investissements directs étrangers (IDE) pris comme indicateur du comportement des investisseurs eux-mêmes. Cela suppose qu'on examine d'abord le contexte dans lequel ils sont survenus ; il résulte des stratégies déployées au Nigéria, dans le passé lointain ou proche, par les firmes multinationales (FMN) d'origines diverses et concurrentes où dominant celles de la Grande-Bretagne, ex-colonisateur du

**TABLEAU I**  
**Nigéria : part des flux d'investissements directs**  
**étrangers nets (1) dans la FBCF (2)**  
**1965-1983**

	(1) En millions de Nairas courants	(2)	En %
1965	80,4	615,2	13,0
1966	26,2	601,6	4,3
1967	43,4	483,6	8,9
1968	73,0	434,0	16,8
1969	31,6	527,6	6,0
1970	121,6	844,9	14,4
1971	319,6	1 234,9	25,9
1972	248,3	1 480,0	16,8
1973	192,6	2 506,0	7,7
1974	48,3	2 950,0	1,6
1975	375,4	5 020,0	7,5
1976	46,3	6 990,0	0,7
1977	197,6	8 320,0	2,4
1978	331,7	8 390,0	4,0
1979	—	9 080,0	—
1980	467,0	10 976,0	4,2
1981	137,8	12 278,0	1,1
1982	1 624,9	10 870,0	15,0
1983	566,7	—	—

Sources (1) : — 1961-78, J. O. OSAKWE, «Foreign private direct investment policies in Nigeria», *Economic and Financial Review*, Central Bank of Nigeria, Vol. 19, no 2, Dec. 1981, p. 21.

— 1980-83, «Central Bank of Nigeria, Foreign private investment in Nigeria in 1983», *Economic and Financial Review*, Vol. 23, no 4, Déc. 1985, p. 60

Source (2) : — 1965-73, UN African Statistic Yearbook 2, 1974, pp. 16-2.

— 1973-82, UN African Statistic Yearbook 2, 1983, pp. 19-5.

**TABLEAU II**  
**Stock d'investissements étrangers directs:**  
**comparaison du Nigéria avec quelques autres PED**  
**(millions de dollars courants)**

Début de la décennie 70			Fin ou milieu de la décennie 70		
1. Brésil	3 404	(1972)	1. Brésil	13 740	(1978)
2. Indonésie	3 225	(1971)	2. Indonésie	6 555	(1978)
3. Mexique	3 174	(1972)	3. Mexique	5 050	(1978)
4. Inde	2 185	(1971)	4. Nigéria	3 700	(1976)
5. Nigéria	2 010	(1971)	5. Inde	2 405	(1978)
6. Venezuela	1 211	(1972)	6. Venezuela	1 448	(1978)
7. Pérou	881	(1972)	7. Pérou	998	(1978)

Source: J. M. STOPFORD and J. H. DUNNING – Multinational Company Performance and Global Trends, London, Macmillan, 1983.

pays. En second lieu – et pour autant que les chiffres le permettent – sont analysés les effets des chocs et du contre choc sur des IDE. Cela d'un triple point de vue: montant, répartition sectorielle et répartition selon l'origine géographique des pays investisseurs. Certes, la notion d'IDE ne peut plus actuellement prétendre rendre compte à elle seule des comportements des investisseurs. De «nouvelles formes d'investissements» (NPI) se sont développées au cours de la dernière décennie dans les PED<sup>8</sup> (et donc au Nigéria) ce qui, selon certains, rendrait obsolète la notion même d'IDE. Mais d'une part, cette thèse de l'obsolescence n'est pas entièrement convaincante faute d'indicateurs suffisants sur les NPI (ils font notamment défaut pour le Nigéria). D'autre part, à supposer même que le phénomène ait pris une grande ampleur, il ne dispenserait pas, dans le cas étudié ici, de prendre en compte l'évolution des IDE. L'histoire économique du Nigéria, sans référence à laquelle il est impossible d'analyser les conséquences des chocs et contre choc pétroliers, est en effet inséparable de cette forme d'investissement.

## **I – Stratégies passées et actuelles du Nigéria: un exemple classique de concurrence oligopolistique**

Depuis le début du siècle, le Nigéria a attiré les investisseurs étrangers et a été le champ d'une âpre concurrence.<sup>9</sup> Ce furent d'abord les grandes firmes de

8. Ch. OMAN, *Les nouvelles formes d'investissement dans les pays en voie de développement*, OCDE – Centre de Développement – Paris, 1984.

9. P. KILBY, *Industrialization in an Open Economy: Nigeria 1945-1966*, CUP, 1969; D. BACH, *et al.*, *Le Nigéria contemporain*, Ed. du CNRS, Paris, 1986; H. BONIN, *CFAO Cent ans de compétition*, Paris, Economica, 1987.

négoce qui s'y installèrent, ainsi que des firmes exploitant les mines d'étain du Plateau de Jos. Dans les années 60, le secteur industriel se développe : le nouvel État nigérian opte pour un modèle d'import-substitution qui entraîne *de facto* l'appel aux capitaux et à la technologie étrangers. Il en va de même pour la prospection, puis la production pétrolière (1965). Les 2 chocs pétroliers (1973-1974, 1979-1980) vont amplifier l'attrait qu'exerce le Nigéria sur les investisseurs étrangers.

L'arrivée de la manne pétrolière permet à l'État d'intensifier l'effort d'industrialisation et la constitution d'une infrastructure. De nombreuses opportunités d'investissement apparaissent dont vont profiter les firmes déjà implantées et qui attirent de nouveaux entrants. Toutefois, il importe de souligner que lorsque le boom pétrolier survient, l'essentiel du dispositif de l'investissement étranger est en place, soutenu par un réseau bancaire bien développé.

## A — Constitution d'un réseau bancaire

Comment s'est-il constitué? Au regard des stratégies déployées par les firmes multinationales,<sup>10</sup> le Nigéria est un cas classique quoique offrant certaines particularités. Les investissements commerciaux dominent durant la période coloniale. Dès cette époque, l'importance du marché nigérian apparaît comme un facteur déterminant. L'enjeu qu'il représente pour les oligopoles internationaux ne se démentira pas par la suite. Les investissements industriels dans le secteur manufacturier qui caractérisent les années 60 sont en effet soutenus par une stratégie de marché : la production sur place vise à approvisionner le marché local. Un grand nombre de « filiales – relais » sont ainsi implantées par les grandes FMN qui réagissent à un certain protectionnisme limitant leurs exportations en direction du Nigéria.

La stratégie d'exploitation des ressources naturelles (qui est la forme la plus ancienne observée à l'échelle mondiale dès l'ère coloniale) est également présente au Nigéria. Mais, si on excepte le cas des mines d'étain, il semble qu'elle ne prend véritablement son essor qu'à une époque relativement tardive (1965) avec l'exploitation du pétrole. C'est là une particularité du Nigéria qui n'a pas connu, contrairement à beaucoup d'autres pays d'Afrique, l'exploitation des ressources agricoles (pourtant abondantes et variées) et le système de grandes plantations sous contrôle étranger. Fait remarquable, c'est la puissance colonisatrice, la Grande-Bretagne, qui pour des raisons tant économiques que politiques, s'opposa dans les années 20 aux tentatives des firmes (Lever en particulier) en ce domaine. De ce fait, l'agriculture nigériane est restée essentiellement paysanne.<sup>11</sup>

10. C. A. MICHALET, *Le Capitalisme mondial* (2<sup>ème</sup> édition), Paris, PUF, 1985.

11. J. EGG, *Agriculture au Nigéria : Structures et politique*, Ronéo, Montpellier, INRA/ENSAM, 1985.

Ces deux grandes stratégies des investisseurs dans le secteur industriel – celle dite de marché et celle d'exploitation des ressources naturelles – ont donc été et demeurent le pivot des investissements étrangers au Nigéria.

En revanche, la « stratégie productive », fondée sur la recherche de minimisation des coûts, notamment des coûts salariaux, qui a entraîné l'implantation de « filiales-ateliers » au Mexique et dans le Sud-Est asiatique, n'est pas observable au Nigéria. En effet, les salaires moyens nigériens sont relativement élevés par rapport aux pays d'Amérique latine et d'Asie pour une productivité probablement inférieure.

Il est difficile de dire si les pertes d'avantages technologiques par les PMN dans leur propre pays et/ou dans des pays développés-clients (théorie du cycle du produit de R. Vernon) ont été à l'origine d'investissements au Nigéria. Mais cette motivation a pu jouer à l'appui de stratégie de marché.

Par ailleurs, la dernière décennie a vu, on le sait, se développer des « nouvelles formes d'investissements ». Elles sont caractéristiques de nouvelles relations entre les PMN et les agents économiques des PED (en général, les États-nations). Les accords de coopération entre les deux partenaires renvoient à une stratégie techno-financière des PMN : celles-ci fournissent, selon des modalités complexes, une partie du financement et la technologie, ou assurent la gestion sans être juridiquement engagées dans le capital et donc responsables de la marche de l'entreprise. Mais, comme il a été souligné d'entrée de jeu, rien ne premet pour l'instant d'apprécier véritablement l'ampleur de ces NPI au Nigéria.

## B – Résultat de ces stratégies

Actuellement, la plupart des principaux pays industrialisés sont présents au Nigéria. Les firmes britanniques y sont dominantes, cette position étant nettement liée au passé colonial de l'Angleterre dans le pays. Mais leur part relative tend à diminuer au profit d'autres pays.<sup>12</sup> Ceux de l'Europe de l'Ouest comprennent à coup sûr et principalement la France (2<sup>ème</sup> investisseur au Nigéria, loin il est vrai de la Grande-Bretagne) puis les Pays-Bas, la RFA, la Suisse et l'Italie (Cf. Tableau III, col. 2). Sans doute existe-t-il aussi quelques firmes belges, danoises, espagnoles et autrichiennes.

12. Deux sources officielles sont utilisées ici : – Les publications de la Banque Centrale du Nigéria qui distingue la Grande-Bretagne, les États-Unis, les Pays d'Europe de l'Ouest et les Autres pays ; – Les enquêtes du Poste d'expansion économique de Lagos qui distingue la Grande-Bretagne, la France, les Pays-Bas, la RFA, la Suisse, l'Italie pour l'Europe, plus les États-Unis et l'Inde. La première de ces sources a l'avantage de fournir des séries statistiques longues. La seconde fournit des informations tirées d'enquêtes pour 1982 et 1984. Les distinctions géographiques plus fines dont le texte fait état, sont tirées de diverses sources privées.

**TABLEAU III**  
**Principaux pays investisseurs au Nigéria**  
**(d'après une enquête sur les sociétés cotées en bourse)**

	Nombre de sociétés retenues	Capital social (MN)	% Capital social total	Part étrangère en MN	% Invest. fin. étranger	Invest. physique de ces entreprises (MN)	% inversé aux différents pays
Royaume-Uni	44	746	51,2	303	52,9	1 500	59,1
France	8	185	12,7	74	12,9	230	8,7
Hollande	5	77	5,3	33	5,8	190	7,2
États-Unis	6	101	6,9	59	10,3	140	5,3
RFA	5	98	6,8	13	2,3	110	4,15
Suisse	3	60	4,1	34	4,2	110	4,15
Inde	5	28	7,9	13	2,3	60	2,3
Italie	4	29	2	14	2,4	40	1,5
Divers	8	92	6,3	39	6,9	200	7,6
Nigéria	5	41	2,8	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>93</b>	<b>1 458</b>	<b>100</b>	<b>572</b>	<b>100</b>	<b>2 640</b>	<b>100</b>

Source : PEE de Lagos, 1985, Les investissements français au Nigéria en 1984.

MN : Millions de Nairas courants



On remarquera que certains des principaux investisseurs européens (autres que la Grande-Bretagne) ont un passé colonial en Afrique. Ce sont bien entendu la France et la RFA qui y rivalisent de longue date avec leurs concurrents britanniques. Ce sont aussi, à un degré moindre, les Pays-Bas et l'Italie. Les États-Unis seraient le 3<sup>ème</sup> investisseur au Nigéria grâce notamment à leurs investissements dans le secteur pétrolier.

L'Inde, quant à elle, aurait une importance comparable à celle de l'Italie. La position de ce NPI, ex-colonie britannique illustre l'existence d'un axe Sud/Sud. Le Japon n'apparaît en tant que tel dans aucune source officielle. Il est néanmoins présent au Nigéria qui, avec le Libéria, le Zaïre et la Zambie, constitue un des axes de la politique japonaise d'investissement en Afrique.<sup>13</sup>

Enfin, le groupe « Autres Pays » (qui figure dans les statistiques de la Banque Centrale) inclut les Libano-Syriens (fortement implantés dans le secteur commercial nigérian) mais très probablement aussi :

- des pays de l'Est (URSS, Allemagne de l'Est, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Yougoslavie);
- des pays d'Asie autres que l'Inde (Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Shanghai, Taïwan). Avec ces derniers pays (dont les activités au Nigéria sont, à vrai dire, assez peu connues) on aurait donc, là encore, un exemple de renforcement de l'axe Sud/Sud. Celui-ci est également illustré par l'intérêt que porte le Brésil au Nigéria avec lequel il passa, en 1984, un accord de compensation.

Cette diversité est révélatrice de l'attrait (certes très inégal selon les pays) qu'exerce le Nigéria sur les pays investisseurs.

Les « points forts » des huit principaux d'entre eux sont connus. Un coup d'oeil au Tableau IV montre cependant la plus grande diversification des investissements britanniques et français comparés à ceux des autres pays. Globalement, la répartition sectorielle des IDE montre, en 1982, une prééminence du secteur manufacturier (37,5 % du capital investi) suivi des commerce et services (27,6 %) et du secteur primaire (18 %) (Cf. Tableau VI). Cette configuration est l'aboutissement d'une évolution observable entre 1961-1983 et doit quelque chose aux chocs et contre choc pétroliers qui ont marqué la période.

## II - Effets des chocs et contre choc pétrolier sur les IDE

Ils seront analysés d'un triple point de vue : - le montant même des flux d'IDE ; - la répartition du stock d'IDE selon les secteurs ; - la répartition du stock d'IDE selon l'origine géographique des investisseurs.

13. Institut de l'Entreprise. Centre Nord-Sud, 1987, *Les marchés du Sud, Les entreprises étrangères sont-elles plus dynamiques que les entreprises françaises dans les pays en développement*, Paris.

L'effort de quantification de ces trois catégories d'effets ne doit pas faire perdre de vue la fiabilité relativement faible des chiffres disponibles. Celle-ci conduit à ne retenir que des ordres de grandeur et les tendances les plus nettes caractérisées par des écarts importants. Même ainsi la tâche reste délicate car, aux difficultés statistiques proprement dites, s'ajoutent des problèmes d'imputation entre ce qui revient d'une part aux chocs et contre choc pétroliers, d'autre part aux tendances lourdes qui affectent mondialement les flux d'IDE entre le Nord et le Sud.

Trois de ces tendances doivent être dès maintenant soulignées :

- la diminution du volume des flux d'IDE Nord/Sud estimée, à - 25 % entre 1980-1985;<sup>14</sup>
- la réorientation à partir de 1970, de ces flux vers le secteur manufacturier au détriment essentiellement du secteur primaire (secteur pétrolier excepté);<sup>15</sup>
- perte, depuis l'après Seconde Guerre mondiale, de sa position de principal investisseur mondial par la Grande-Bretagne, au profit des États-Unis. La suprématie de ces derniers sera toutefois menacée en 1970-1980 par la poussée des investissements européens et japonais.

Chacune de ces tendances doit être nécessairement prise en compte dans ce qui va suivre.

## A — Effets des deux chocs pétroliers (1973-74); (1979-80)

### *Sur le montant des flux d'IDE*

Le boom a pour premier effet d'augmenter presque immédiatement le volume des flux d'investissement (cf. Tableau V et graphique). L'année 1975 marque un fort accroissement qui n'a pas son équivalent durant la période 1961-1972 qui précède le premier choc (encore qu'il faille noter la pointe de 1971). Deux autres accroissements importants se produisent en 1977 puis 1978. Par le niveau atteint, celui de 1977 soutient la comparaison avec d'autres observés avant le boom (en 1972 et 1973). À part donc la pointe de 1975, le premier choc pétrolier ne fait qu'amplifier, très fortement il est vrai, une tendance perceptible 4 ans auparavant.

Le second choc (1979-1980) est suivi d'un accroissement spectaculaire en 1982 non observé durant les deux décennies précédentes. Même en faisant la part d'une possible erreur statistique<sup>16</sup> et donc, même si cet accroissement est moindre qu'il n'y paraît, tout laisse supposer qu'il est imputable à la flambée des prix du pétrole et aux accroissements subséquents des recettes d'exportation et des revenus de l'État. En effet, cet accroissement va à l'encontre de la tendance mondiale d'une baisse des flux d'investissements Nord/Sud.

14. Ch. OMAN, *op. cit.*

15. Ph. HUGON, B. MADEUF, *op. cit.*

16. Les statistiques de la Banque Centrale et celles de la balance des paiements ne concordent pas toujours. C'est en particulier le cas pour 1982. Cf. S. QUIERS-VALETTE, *op. cit.*, Annexe 1.

**TABEAU IV**  
**Les points forts des 8 premiers pays investisseurs étrangers au Nigéria**  
**(d'après une enquête réalisée au Nigerian Stock Exchange)**

Secteur Pays	Conglomérat Distribution		Agro-alimentaire		Packaging		Construction		Automobile	
Grande Bretagne	•••	UAC John Holt Leventis (GB - Chypre)	•••	Guinness Cadbury Nig. Bottling Tate & Lyle	•	Metal Box	••	Costain Taylor Woodrow	••	Dunlop Brit. Leyla Dewac
France	•••	SCOA CFAO	••	(Brasseries BSN Alimentation animale)			•••	Dumez (Bouygues) (Fougerolle) (Spibat)	•••	(PAN) (Michelin)
États-Unis			•	Foremost Dairies Livestock Feeds						
Hollande			•••	Brasseries NBL (Heineken)	•	Van Leer	•	Stevin group		
RFA			••	Brasseries			•••	J. Berger	•••	(Volkswagen)
Italie							••	G. Cappa Cappa & d'Alberto	•	Incar
Inde	•••	Chellarams (Chanral) (Inlaks)			•	Poly Prod.				

Légende: ••• Très forte implantation    •• Bonne implantation    • Implantation légère    □ Pas ou peu d'implantation

( ) sociétés non cotées en bourse

Source: PEE de Lagos, *op. cit.*, pp. 49-50.

TABLEAU IV (suite)

	Pétrole		Chimie		Imprimerie		Textile		Industrie		Banque	
Grande-Bretagne			•••	Glaxo Beecham PZ Lever	•••	University Press Wigginst.			••	Vonc Vitafoam Hiwil Beree	•••	First bank Union Bank
France	••	(Globestar) ELF Total (Nissco)	•	(Rhône Poulenc) (Air liquide)			•	Nigerian Textile Mills		Stockvis <sup>1</sup>	•••	USA ISVA Société générale
États-Unis	•••	(Phillips) Mobil Texaco (Gulf) (Ashland)	•	Pfizer					••	NCR	••	Banques d'affaires
Hollande	•••	(Shell)	•	Hagemeyer					•	Industrial gases		
RFA			••	Hoechst								
Suisse			•	Sanders					•	Alumaco		
Italie	••	Agip										
Inde							•••	ENPEE, Afprint Western textile				

Source : PEE de Lagos, *Bulletin Économique*, N° 1, février-mars 1985.

1. COULTRONICS (matériel médical).

**TABLEAU V**  
**Nigéria**  
**Flux nets de capital étranger privé par pays d'origine: 1961-1983**  
**(millions de Nairas courants)**

Pays	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Royaume-Uni	+25,6	- 1,2	+18,0	+ 39,3	+21,4	+ 3,2	- 8,2	+40,8	- 9,8	+ 47,4	+147,6
États-Unis	+11,8	+ 8,0	+10,8	+ 30,0	+36,8	+10,4	+56,4	+18,4	+ 2,0	+ 26,4	+107,4
Europe de l'Ouest	+11,8	+13,8	+26,8	+ 30,6	+12,8	+ 6,6	- 0,6	+ 5,8	+24,6	+ 29,6	+ 36,2
Autres pays	+ 3,4	+ 7,8	+ 4,2	+ 9,4	+ 9,4	+ 6,0	- 4,2	+ 8,0	+14,8	+ 18,2	+ 28,2
<b>Total</b>	<b>+52,6</b>	<b>+28,4</b>	<b>+59,8</b>	<b>+109,3</b>	<b>+80,4</b>	<b>+26,2</b>	<b>+43,4</b>	<b>+73,0</b>	<b>+31,6</b>	<b>+121,6</b>	<b>+319,4</b>

Pays	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 <sup>1</sup>	1980	1981	1982	1983
Royaume-Uni	+177,7	+ 91,2	-28,1	+ 24,7	+ 84,5	+130,8	+122,4	-	+318,2	+ 7,4	+ 564,6	+615,8
États-Unis	- 50,7	+ 21,3	- 7,9	+235,2	-159,0	- 89,0	+ 55,2	-	+ 0,4	-127,6	+ 733,0	-200,6
Europe de l'Ouest	+106,0	+ 48,2	+44,6	+ 30,3	+ 62,9	+ 85,9	+108,6	-	+131,2	+242,8	+ 207,6	+126,6
Autres pays	+ 15,3	+ 31,9	+39,7	+ 85,2	+ 57,9	+ 69,9	+ 45,5	-	+ 17,2	+ 15,2	+ 119,7	+ 25,7
<b>Total</b>	<b>+248,3</b>	<b>+192,6</b>	<b>+48,3</b>	<b>+375,4</b>	<b>+ 46,3</b>	<b>+197,6</b>	<b>+331,7</b>	<b>-</b>	<b>+467,0</b>	<b>+137,8</b>	<b>+1 624,9</b>	<b>+566,7</b>

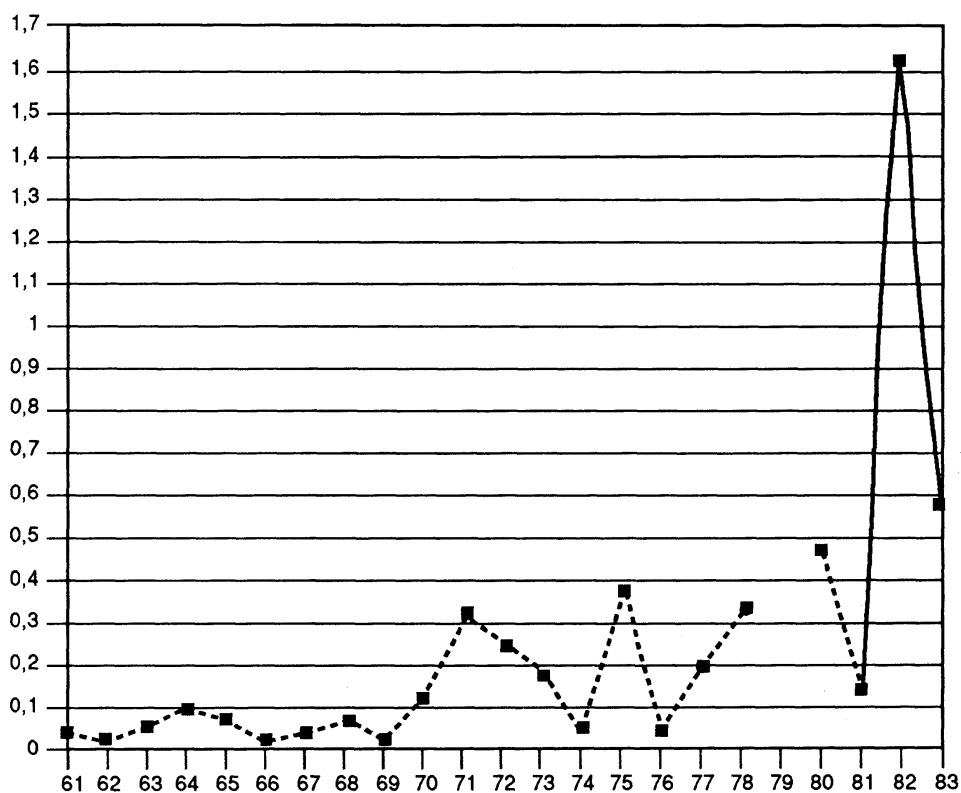
Source: - 1961-1978: J.O. OSAKWE "Foreign Private Direct Investment Policies in Nigeria", *Economic and Financial Review*, vol. 19, n° 2, Dec. 1981, Central Bank of Nigeria;

- 1980-1983: CENTRAL BANK OF NIGERIA, "Foreign Private Investment in Nigeria in 1983", *Economic and Financial Review*, vol. 23, n° 4, Dec. 1985.

1. Non disponible.

Autrement dit, si le premier choc amplifie le volume des flux mais s'inscrit dans un mouvement de hausse remontant à 1970-1971, le second, lui, permet au Nigéria d'échapper à une conjoncture mondiale déprimée. Le premier choc aurait donc joué comme un accélérateur d'une tendance interne et le deuxième comme un frein à une tendance générale.

Graphique  
Flux d'IDE au Nigéria  
(Ensemble des pays investisseurs)  
en milliards de Nairas courants



#### *Sur la répartition sectorielle du stock d'IDE*

Un second effet du boom semble être une réorientation des flux d'investissements directs vers le secteur manufacturier. Entre 1962 et 1973, celui-ci ne représentait que 25 % environ du capital investi (cf. Tableau VI). Si on excepte la forte mais éphémère poussée de 1970, le renversement de la tendance a lieu en 1974 (33,2 %). La suprématie du secteur manufacturier est absolument nette en 1978 (45,5 %) et se maintient jusqu'en fin de période, même en tenant compte

**TABLEAU VI**  
**Nigéria**  
**Répartition sectorielle des investissements étrangers privés**  
**en actifs fixes à la valeur comptable 1962-1983 (en %)**

Secteurs	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Mines et carrières	41,5	43,0	52,2	50,9	55,0	54,6	51,7	60,2	41,8	61,8	60,2
Secteur manufacturier	24,9	26,4	22,7	26,4	28,3	25,0	24,5	27,0	39,3	25,8	25,0
Agriculture, forêt et pêche	3,9	2,8	2,1	2,1	1,8	2,2	2,0	0,8	2,4	1,6	0,7
Transport et Communication	1,0	1,5	1,1	2,1	1,5	1,3	1,3	0,9	0,9	0,8	1,4
STP et construction	3,1	4,3	2,9	1,8	1,4	1,5	1,7	0,7	1,7	1,1	1,6
Commerce et services	25,4	21,0	16,9	15,0	12,1	13,5	16,8	9,0	10,3	7,2	7,8
Divers	0,2	1,0	2,1	1,7	1,9	1,9	2,0	1,4	3,6	1,7	3,3
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Secteurs	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 <sup>1</sup>	1980	1981	1982	1983
Mines et carrières	62,5	51,3	50,3	50,2	48,5	23,3	—	18,7	14,0	18,1	8,6
Secteur manufacturier	25,2	33,2	32,9	32,3	33,2	45,5	—	41,5	45,3	35,7	35,8
Agriculture, forêt et pêche	0,8	1,1	1,0	1,0	1,1	1,0	—	3,3	3,2	2,2	2,1
Transport et Communication	0,7	1,2	1,3	1,3	1,2	1,2	—	1,7	1,7	1,3	1,3
STP et construction	2,5	5,1	4,9	5,2	5,7	4,2	—	8,5	8,7	7,8	7,5
Commerce et services	7,1	7,2	8,6	9,2	9,3	19,5	—	19,2	20,4	27,6	38,2
Divers	1,2	0,9	1,0	0,8	1,0	5,3	—	7,1	6,7	7,3	6,5
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>—</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source:— 1962-1978: J.O. OSAKWE "Foreign Private Direct Investment Policies in Nigeria", *Economic and Financial Review*, vol. 19, n° 2, Dec. 1981, Central Bank of Nigeria;

— 1980-1983: CENTRAL BANK OF NIGERIA, "Foreign Private Investment in Nigeria in 1983", *Economic and Financial Review*, vol. 23, n° 4, Dec. 1985.

1. Non disponible.

des fléchissements de 1982 et 1983. Cette poussée du secteur manufacturier se fait au détriment du secteur primaire et du secteur commerce et services. Ici, il faut distinguer deux périodes. Avant 1974, la stabilité du secteur manufacturier contraste avec le déclin du secteur commerce et services, alors que le secteur primaire a tendance à monter (autour de 50 %). Après 1974, la poussée du secteur manufacturier se fait au détriment du secteur primaire (moins de 50 % à partir de 1977) alors que les commerce et services amorcent une remontée (1978 = 19,5 %) qui les ramèneront en 1982 à leur niveau de 1962 (27,6 % contre 25,4 %).

Cette réorientation des flux d'investissement vers le secteur manufacturier n'est pas spécifique au Nigéria. Elle est observée avant 1970 à l'échelle mondiale : les principaux pays industriels investissent dans ce secteur qui devance le secteur primaire dans les PED. Il faut voir là, non un désintérêt pour les industries extractives et pétrolières (désintérêt qui serait tout à fait paradoxal dans le cas du Nigéria) mais un « dynamisme industriel particulier qui caractérise l'intégration Nord/Sud sur le plan productif. <sup>17</sup>

Il semble bien toutefois que le boom pétrolier a, dans des limites difficiles à préciser, contribué à accentuer cette tendance au Nigéria. Là comme dans la plupart des PED africains, l'État est le principal agent économique national. La montée des prix du pétrole (et par réaction en chaîne, les recettes d'exportation et les revenus de l'État, cf. sur ce dernier point Tableau VII) a favorisé la politique d'industrialisation.

De même, il est fort probable que le boom pétrolier a contribué à la montée du secteur de BTP favorisé par les « grands projets » d'infrastructure. Le Tableau VI montre qu'après de très faibles scores en 1965 et 1973, sa part est de 5 % en 1974 et atteint environ 8 % en fin de période.

### *Sur la répartition géographique du stock d'investissement par pays d'origine (Tableau VIII)*

Le boom pétrolier accentue une tendance à la baisse de la part relative de la Grande-Bretagne. L'ex-puissance coloniale a été et reste sans conteste le principal investisseur au Nigéria. Mais sa suprématie (1962 = 61,4 %) n'a cessé de décliner au profit des autres investisseurs européens et des investisseurs américains. En termes de stock de capital, la Grande-Bretagne passe en dessous de la barre des 50 % en 1967. Elle améliore son score en 1972 à la veille du premier choc pétrolier. Après quoi, sa part se maintient aux environs de 40 % (% calculés d'après le Tableau VIII)

Durant le même laps de temps les États-Unis passent de 8,7 % en 1962, à 23,6 % en 1967 puis à 18 % en 1972. L'Europe de l'Ouest se maintient à un peu plus de 20 %. Il faut aussi noter la part modeste mais en progression des « Autres pays », celle-ci s'accroissant après le premier choc.

17. Ph. HUGON B. MADEUF, *op. cit.*



**TABLEAU VII**  
**Nigéria:**  
**Revenus pétroliers du gouvernement fédéral**  
**1970-1982 (Estimations)**

	Revenus pétroliers		Revenus totaux	
	Millions de Nairas courants	(en %)	Millions de Nairas courants	% rev. pétrol.
1970	166,4		633,2	26,3
1971	510,2	260,6	1 169,0	43,6
1972	764,3	49,8	1 404,8	54,4
1973	1 016,0	32,9	1 695,3	59,9
1974	3 726,7	266,8	4 537,0	82,1
1975	4 271,5	14,3	5 514,7	77,5
1976	5 365,2	26,3	6 765,9	79,3
1977	6 080,6	13,3	8 080,6	75,2
1978	4 654,1	-23,5	7 371,1	63,1
1979	8 880,9	180,8	10 913,1	81,4
1980	10 990,2	23,8	15 813,1	69,5
1981	9 825,2	-10,6	12 980,3	75,7
1982	6 424,0	-34,6	10 204,0	63,0

Source : S.P. SCHATZ : "Pirate capitalism and the inert economy of Nigeria" - *The Journal of Modern African Studies* - Vol. 22, n° 1, 1984, p.46. Les sources de SCHATZ sont : Central Bank of Nigeria, Lagos; and Federal Republic of Nigeria, Federal Government Budget in Brief; Fiscal Year, 1983 (Lagos 1983).

Le premier choc pétrolier semble profiter davantage aux Européens et aux « Autres pays » qu'aux Américains. La part de ces derniers tend à se tasser entre 1972 et 1978 autour d'une moyenne de 16 % contre 26 % pour les Européens et 14 % pour les autres pays. Le tassement des investissements américains n'est interrompu que par la forte augmentation de 1975 (23,4 %). Le deuxième choc ne modifie pas ces tendances. Il profite nettement aux investisseurs d'Europe de l'Ouest dont la part monte environ à 30 %

L'ensemble de ces évolutions est en relative conformité avec les tendances mondiales :

Perte à partir de l'après Seconde Guerre de la suprématie britannique en tant que principal investisseur mondial ;  
Remplacement, dans ce rôle, par les États-Unis dont l'hégémonie a été toutefois contestée en 1970-1980, par une poussée des investissements venus d'Europe et aussi du Japon.

**TABLEAU VIII**  
**Nigéria**  
**Capital étranger versé, provisions et autres engagements : 1962-1983**  
**(millions de Nairas courants)**

Pays	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Royaume-Uni	271,2	305,2	361,2	371,0	374,2	366,0	406,8	397,0	444,4	592,0	769,7
États-Unis	38,8	49,6	79,6	116,4	126,8	183,2	201,6	203,6	230,0	337,4	286,6
Europe de l'Ouest	93,6	120,4	151,0	158,8	165,4	164,8	170,6	195,2	224,8	261,0	367,0
Autres pays	38,2	42,4	51,8	61,2	67,2	63,0	71,0	85,8	104,0	132,4	147,8
<b>Total</b>	<b>441,8</b>	<b>517,6</b>	<b>643,6</b>	<b>707,4</b>	<b>733,6</b>	<b>777,0</b>	<b>850,0</b>	<b>881,6</b>	<b>1 003,2</b>	<b>1 322,8</b>	<b>1 571,1</b>

Pays	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 <sup>1</sup>	1980	1981	1982	1983
Royaume-Uni	860,9	832,8	857,5	942,0	1 072,0	1 195,3	—	1 421,8	1 429,2	1 993,8	2 608,8
États-Unis	308,0	300,0	535,0	376,2	287,2	343,4	—	566,2	438,6	1 171,6	971,4
Europe de l'Ouest	415,2	459,8	590,1	653,1	739,0	847,6	—	1 107,2	1 350,0	1 557,6	1 684,2
Autres pays	179,6	219,5	304,7	362,5	432,4	477,9	—	524,9	540,1	659,8	685,5
<b>Total</b>	<b>1 763,7</b>	<b>1 812,1</b>	<b>2 287,3</b>	<b>2 333,8</b>	<b>2 530,6</b>	<b>2 864,2</b>	<b>—</b>	<b>3 620,1</b>	<b>3 757,9</b>	<b>5 382,8</b>	<b>5 949,9</b>

Source: — 1962-1978: J.O. OSAKWE *op. cit.*

— 1980-1983: Central Bank of Nigeria, "Foreign Private Investment in Nigeria in 1983", *Economic and Financial Review*, vol. 23, n° 4, Dec. 1985, p. 62.

1. Non disponible.

Le boom pétrolier « ne crée donc pas l'événement » au Nigéria pour ce qui est de l'origine géographique des investisseurs étrangers. On peut simplement noter que la position leader de la Gande-Bretagne, ses liens historiques avec le Nigéria, ne l'ont pas défendue autant qu'on aurait pu croire d'une concurrence devenue plus vive. Notons également que cette concurrence a été encouragée par l'État nigérian soucieux de diversifier l'origine des investissements étrangers au détriment de l'ex-puissance colonisatrice. Le même phénomène est observable en Afrique francophone vis-à-vis de la France. La Gande-Bretagne a, semble-t-il, saisi cette opportunité : elle mène actuellement une offensive en Afrique francophone.<sup>18</sup>

## B — Effets du contre choc pétrolier (1982-1983)

La chute des prix du pétrole en 1982-1983 (d'environ 40 \$ à 20 \$ le baril) va avoir des effets immédiats sur les flux d'IDE qui chutent brutalement en 1983 (exceptés temporairement ceux en provenance de la Grande-Bretagne). L'arrêt des séries statistiques détaillées d'IDE après 1983 a incité à rechercher un autre indicateur pour les années suivantes. Il s'agit des « contacts d'affaires » (projets d'investissement et de prêts, signatures de contrats) qu'ont eu les firmes étrangères avec un agent nigérian (État ou autres). Cet indicateur, qui ne prend pas en compte le volume des affaires (trop aléatoire à évaluer) ne vise qu'à déceler les écarts significatifs (Tableau IX).

**TABLEAU IX**  
**Nombre de "contacts d'affaires" des firmes étrangères**  
**avec le Nigéria entre 1980-1986**

1980	61	1984	15
1981	126	1985	18
1982	89	1986	10
1983	30		

Source : Enquête de l'auteur — Londres 1986-1987

18. Quoiqu'il concerne un investisseur un peu particulier, l'exemple de la Commonwealth Development Corporation (CDC) est à cet égard illustratif. La CDC est un organisme de financement des PED qui offre quelques analogies avec la Caisse Centrale de Coopération. Elle consent des prêts sur des projets précis d'investissement (dont beaucoup dans le secteur agricole et hôtelier) dont elle apprécie la viabilité et le taux de profitabilité. Il est remarquable d'observer qu'en 1965, le Nigéria absorbait 86,2 % de tous les investissements de la CDC en Afrique de l'Ouest et que cette part n'était plus que de 3 % en 1985. Corrélativement, la part du Cameroun, inférieure à 10 % en début de période, atteignait 55,3 % en 1985.

Source : exploitation par l'auteur des archives de la CDC — Londres 1986.

On voit que la chute de 1983 se poursuit au-delà. Établis par pays investisseur<sup>19</sup> les contacts d'affaires révèlent une atonie généralisée, quel que soit le pays d'appartenance des firmes, Grande-Bretagne comprise.

Toutes les observations concordent pour montrer, par ailleurs, que le flux de nouveaux entrants est pratiquement tari. Les firmes installées, quant à elles, voient leur niveau d'activité diminuer et tournent en dessous de leur capacité de production

Le fait est étroitement connecté à l'abandon ou la mise en sommeil des grands programmes d'investissement par l'État nigérian<sup>20</sup> acculé, par la baisse des recettes d'exportation et les difficultés nées de l'endettement, à une politique d'austérité.

La chute des IDE rapide et durable, consécutive au contre choc pétrolier confirme nettement *a contrario*, le rôle contracyclique qu'a joué le boom : il a bien soustrait le Nigéria au mouvement mondial de baisse des flux d'IDE Nord/Sud. Lorsque cette force que constituaient les prix élevés du pétrole disparaît, le Nigéria se retrouve soumis au sort que connaissent les autres PED.

## Conclusion

Ce phénomène ne signifie évidemment pas un retour à la case départ. Malgré de graves erreurs et d'importants gaspillages, voire les méfaits d'un « capitalisme pirate », <sup>21</sup> le boom a laissé près de dix ans d'actifs accumulés, difficilement liquidables par les firmes étrangères. Le second effet propre du boom a donc été de resserrer indirectement les contraintes de celles-ci. Le fait n'est que partiellement compensé par les firmes qui parviennent en dépit des difficultés (dont celles liées à la limitation des importations d'intrants) à réaliser des profits dus à la raréfaction de l'offre. D'autres, comme les firmes du BTP, particulièrement touchées par l'abandon des programmes d'investissement, ont vu à quelques rares exceptions près (Julius Berger par exemple) leur chiffre d'affaire diminuer, parfois s'effondrer.

La politique de l'État nigérian comporte peu de facteurs de relance de l'investissement étranger. Les perspectives de profit dans l'agriculture, nouveau secteur prioritaire, sont aléatoires. Les mesures préconisant l'utilisation préférentielle de matières premières produites localement sont en soi peu incitatives. D'autres facteurs, comme l'accord avec le FMI à l'automne 1986, l'instauration d'un second marché des changes (Second Tier Foreign Exchange Market, Septembre 1986) et le décret 54 (décembre 1989) qui élargit l'accès du capital étranger à la quasi-totalité des secteurs, n'ont que partiellement rassuré les investisseurs. Au mieux tout ceci a contribué à faire patienter les firmes mais non à provoquer une véritable relance de l'investissement étranger.

19. S. QUIERS-VALETTE, *op. cit.*, 1988.

20. *Ibid.* Annexe 5.

21. S. P. SCHATZ, *op. cit.* au Tableau VII.

Tout se passerait donc comme si celle-ci restait principalement, sinon exclusivement subordonnée à une remontée du prix du pétrole.<sup>22</sup> Autrement dit, un nouveau boom pétrolier compenserait ou surcompenserait la tendance mondiale à la baisse des flux d'investissement Nord/Sud. Ceci revient à considérer que cette tendance est constante. Mais, en l'état actuel de l'information, l'évolution de cette tendance est difficile à déceler. Si la baisse s'est aggravée, une remontée des prix du pétrole ne serait peut-être plus suffisante pour la contrecarrer.

L'avenir de l'investissement étranger au Nigéria dépend donc au moins autant de l'évolution des relations Nord/Sud que de celle du marché pétrolier. En cas de non-reprise de celui-ci, il reste au Nigéria un atout qui a fait ses preuves bien avant le boom : celui d'être le plus important marché d'Afrique où il faut garder un pied. Il est aussi, d'un point de vue géopolitique, un « pouvoir en puissance »<sup>23</sup> qu'on ne peut négliger.

Au même titre que les contraintes signalées précédemment, ces deux facteurs expliquent qu'aucune grande firme étrangère n'ait encore quitté la place. Le coût de leur « stratégie d'attente »<sup>24</sup> est donc, pour l'instant, non dissuasif. Le restera-t-il ? Il serait souhaitable que de futures recherches puissent apporter des éléments de réponse à cette question selon nous primordiale.

---

22. Remontée pour l'heure hypothétique. Lors de la dernière conférence des pays de l'OPEP (Vienne, 1985), l'objectif-prix fixé a été de 18\$ le baril.

23. D. BACH, J. EGG, J. PHILIPPE, *Le Nigéria : un pouvoir en puissance*, à paraître, Paris, Ed. Khartala.

24. J. COUSSY, Document interne, CERED-LAREA, 1986.